

P.S.U.

CONGRES DE DIJON

VI° CONGRES NATIONAL

I4-I5-I6 MARS 1969

DOCUMENT UNIVERSITAIRE

=====

- Qu'est-ce que l'Université ?
- L'Université a changé ;
- Les conséquences du changement :
 - la politique gaulliste ;
 - les enseignants :
 - le mouvement étudiant,
 - le mouvement lycéen ;
- Université et capitalisme ;
- Université et culture ;
- Nature et signification des luttes universitaires ;
 - remarques préalables ;
 - un changement de perspectives pour le parti ;
 - les bases d'une politique universitaire du parti.

/ O U E N E S T L'U N I V E R S I T E ? /

/Qu'est-ce que l'Université ?/

Le terme lui-même est ambigu : tantôt il désigne le système public d'enseignement et d'éducation, c'est-à-dire l'ensemble du domaine sur lequel s'exerce l'autorité du Ministère de l'Education Nationale (le ministre est alors le "grand maître de l'Université"...), tantôt il désigne le secteur plus particulier de l'enseignement supérieur à l'exclusion des Grandes Ecoles : c'est un regroupement de facultés.

Cette ambiguïté résulte de l'histoire de l'enseignement français. C'est sur l'édifice de l'Université napoléonienne (unissant les lycées et l'enseignement supérieur par d'étroites chaînes culturelles, idéologiques et socio-économiques) que s'est bâti le ministère de l'Instruction Publique.

C'est la référence à l'Etat qui a permis l'unité de l'enseignement "de la maternelle à la faculté". C'est l'administration de l'Education Nationale qui a servi de ciment entre la double réalité de l'Université : un domaine global (l'enseignement), un domaine spécifique (le supérieur). On l'a bien vu récemment encore avec les pouvoirs spéciaux donnés aux recteurs. C'est le recteur de l'Université dont les fonctions initiales concernaient principalement le secteur des facultés, qui s'est vu attribuer - en tant que recteur d'Académie - la surveillance des Conseils d'Administration des Lycées aussi bien que de l'ordre et de la discipline dans les facultés.

De ce fait tout ce qui se passe dans l'enseignement retentit jusque dans les facultés, tout ce qui se passe dans les facultés retentit dans l'ensemble de l'enseignement.

Il n'y a pas de politique universitaire qui ne doive tenir compte de cette double réalité, pas de bataille universitaire qui ne doive s'y affronter.

/ L'Université a changé /

L'université est apparue longtemps comme une citadelle endormie au milieu des bouleversements du monde. L'enseignement s'opposait à la vie. Les seules luttes visaient à la défense et à la consolidation de l'Université

- il fallait défendre l'école et l'université sur une base laïque et républicaine : contre l'enseignement libre et les idéologies fascistes ;
- il fallait ouvrir plus largement les portes, tout en contrôlant les entrées : la démocratisation ;
- il fallait garantir les "droits" individuels et collectifs : lutte anti-colonialiste, défense des libertés, maintien des privilèges universitaires, défense du statut de la fonction publique.

.../...

Parmi les étudiants, deux autres types de lutte étaient cependant apparus après la Libération :

- la définition de l'étudiant comme "jeune travailleur intellectuel" (charte de Grenoble - 1946) : l'étudiant ne se définissait pas seulement par rapport à l'université, mais aussi par rapport à la société. La solidarité du "travail" impliquait une perspective de lutte et de transformation sociale. La revendication du pré-salaire et de la co-gestion (impliquant la reconnaissance d'un "statut" de l'étudiant) s'inscrivait dans cette ligne ;
- l'exigence d'une réforme globale de l'université qui permettait de lier l'enseignement à la société : le plan Langevin-Wallon (1947) servait de mythe justificatif en mobilisant, avec des insistances variables selon les moments ou les tendances. L'incertitude subsistait toutefois sur le point de savoir s'il s'agissait de lier l'enseignement à la société à faire ou en train de se faire !

En dehors de l'enseignement supérieur, les luttes n'avaient guère de consistance, si ce n'est sur le terrain de la pédagogie, qu'il s'agisse du primaire (mouvement Freinet) ou du secondaire (classes nouvelles et leurs séquelles).

Les seules luttes d'envergure (grèves, manifestations, défilés) concernaient l'accroissement des crédits de l'enseignement, au moment du vote du budget.

Les luttes étudiantes étaient "minoritaires". Cependant par suite d'une prise de conscience développée par les luttes anticolonialistes, la minorité avait pris la direction de l'UNEF en 1956. Elle la conserva malgré les scissions, les pressions gouvernementales, les campagnes de presse, etc ... en organisant son action sur deux plans :

- réformiste : politique de "oeuvres universitaires", campagnes pour l'allocation d'études ; recherches de réformes partielles de l'enseignement, efforts de démocratisation (bourses, logement, etc...);
- anti-colonialiste : lutte contre la guerre d'Algérie (qui culmina dans la journée du 27 Octobre 1960).

La politique gaulliste, qu'il s'agisse du contrôle de l'Etat sur l'université ou de la répression contre les forces anti-colonialistes conduisit l'UNEF à majorer le second plan. Avec l'UNEF, la masse étudiante s'engagea dans la lutte contre la guerre d'Algérie et une minorité importante dans le soutien direct au FLN. Il se produisit ainsi une politisation de la conscience étudiante qui transforma les données du syndicalisme étudiant.

Avant 1961-62, les groupes politiques étudiants ont très peu d'importance. Le plus important reste l'U.E.C. dont les membres s'engagent dans les luttes générales du parti et se désintéressent de l'action syndicale. A partir de 1962 l'U.E.C. se transforme : le débat idéologique se nourrit des divergences internes au communisme international (tendances chinoises, italiennes, cubaines) ; d'où l'apparition de fractions fortement
.../...

politisées avec leur langage spécifique ; le débat porte bientôt sur l'Université elle-même et des stratégies multiples s'inventent parmi les différents groupes étudiants. La JEC qui avait fourni de nombreux cadres au mouvement étudiant était entrée en crise en 1957 ; elle s'était reconstituée progressivement, non sans rapport avec certains courants de l'UEC, elle fournira encore de nombreux dirigeants. C'est à partir de juillet 1962 que l'UNEF entre en crise : elle est alors le lieu où se constitue le mouvement étudiant. Au moment où s'achève la guerre d'Algérie, le réformisme que le gouvernement a de toute façon vidé de son sens (cf. la politique du logement et des oeuvres universitaires), ne peut servir de base sérieuse au mouvement étudiant. L'UNEF est conduite à s'interroger sur elle-même : de cette exigence naît la "gauche syndicale" qui s'efforce de définir une idéologie à la fois politique et universitaire, globale et spécifique. On se réfère à André Gorz (stratégie des réformes intermédiaires) et à la psycho-sociologie ; c'est alors que s'inventent les "groupes de travail universitaire" (GTU) ; on se pose le problème de la nature des professions sur lesquelles débouche l'Université. Mais en raison des conflits internes et des luttes d'influence, les débats se nourrissent de considérations globales où les idéologies s'affrontent sur la base d'une étude critique du marxisme, du stalinisme et de la société moderne.

Or à cette époque, en 1962-63, l'ensemble de l'Université entame une mutation profonde. Trois raisons se surajoutent :

I - une raison politique -

La fin de la guerre d'Algérie donne de possibilités nouvelles de développement économique ; l'intervention de l'Etat est libérée ; il se fait un début de raisonnement économique sur l'Université selon les besoins d'une expansion technique et scientifique. Le IV^o Plan va tenter d'assumer et de transformer les besoins des capitalistes privés sous des formes néo-capitalistes qui appellent une intervention plus directe de l'Etat ; en fait va se mettre en place une politique contradictoire au nom de l'expansion économique et de la stabilité financière. Giscard d'Estaing résoudra cette contradiction au profit de la "stabilisation" et en limitant la capacité d'intervention de l'Etat. Par contre, dans l'université, une politique nouvelle va être mise en place : avec Capelle, Laurent puis Aigrain, on assiste à un effort de "rationalisation" pour l'adaptation du système scolaire au système économique. En réalité, dans la mesure où l'Etat ne contrôle pas réellement le développement économique, la politique universitaire conduit à mettre l'enseignement non seulement sous la dépendance du capitalisme, mais aussi des crises qui frappent le système capitaliste français (en raison des contradictions qui lui sont propres). Telle fut la raison à la fois du lancement et de l'échec de la "réforme Fouchet".

2 - une raison interne -

La forte poussée sociale qui s'est exercée sur le secondaire (comme dans tous les pays développés), retentit très vite sur le supérieur. Telle est la rançon du système français d'enseignement : la bourgeoisie a maintenu une différence fondamentale entre le primaire et le secondaire mais, par le baccalauréat, a lié étroitement ce dernier au supérieur (le 2^o degré n'a pas d'autre finalité que le supérieur, culturellement et socialement). En fait, seules les facultés absorbent le flot. Grandes Ecoles et préparation ne bougent pratiquement pas.

.../...

	Total	Facultés	Grandes Ecoles	Préparation	I.U.T.
1963-64	407.240	326.310	56.570	24.360	0
1966-67	544.790	457.870	58.820	26.500	1.600
	-----	-----	-----	-----	-----
	+ 137.550	+ 131.560	+ 2.250	+ 2.140	+ 1.600

La nature de l'enseignement secondaire provoque une répartition aberrante, contre laquelle le pouvoir ne peut rien. La tentative d'un baccalauréat très sélectif en 1966 produit une profonde émotion ; elle n'a pas de suites. Le plan n'est pas respecté et l'imposition de contingents scolaires ou universitaires reste un vœu pieux du gouvernement, car elle se heurte à des hostilités conjuguées.

	Effectifs en 1966-67	par rapport à 1959-60	Diplômes délivrés (par rapport aux prévisions du Plan) en 1965-66
Droit	95.000	+ 193 %	+ 186
Lettres	150.000	+ 160 %	+ 3.154
Sciences	115.000	+ 90 %	- 5.237
Médecine			
Pharm.Dent	80.000	+ 79 %	- 489

Il est ainsi démontré une fois de plus combien sont étroitement liés les problèmes du secondaire et du supérieur.

3 - une raison sociale -

A partir de 1962 commencent à se faire sentir les effets sociaux de l'expansion économique qui a succédé à la période de reconstruction, malgré la guerre d'Algérie. Alors même que l'on va assister à un freinage de cette expansion avec le développement du chômage et de nombreuses difficultés sectorielles (liées aussi au Marché Commun), ces effets continuent à se développer et à se démultiplier. Des générations nouvelles apparaissent, avec d'autres aspirations. Les situations culturelles se transforment et les jeunes le ressentent fortement : moyens audio-visuels, consommation étendue, diversification des besoins. La stratification sociale réalisée par le capitalisme français traditionnel est mise en cause : les signes de reconnaissance sociale se transforment.

De nouvelles formes de capitalisme apparaissent, créant des tensions très vives dans certains secteurs, aussi bien au niveau du patronat que des travailleurs. C'est dans le secteur "nationalisé" que les tensions sont les plus vives : grèves de 1963. La politique internationale du gaullisme et la politique des capitalistes français ne s'accordent qu'au prix de fortes tensions monétaires. L'omnipotence politique du gaullisme est telle cependant qu'il parvient à masquer les contradictions et à réduire les tensions : Mai 68 sera aussi dans ce domaine une épreuve de vérité et c'est en ce sens que la crise de Novembre 68 est une conséquence de Mai (en même temps que de la politique suivie depuis 5 ans).

.../...

Les luttes politiques deviennent abstraites : le pouvoir personnel, l'unité, les horizons 80 ou 65 ... Elles n'ont aucune prise sur la réalité sociale où les syndicats sont conduits à des combats défensifs et "protectionnistes". La planification démocratique n'est alors qu'un rêve, l'échelle mobile un slogan. C'est le beau temps, dans l'enseignement, des luttes catégorielles.

/ Les conséquences du changement/

La politique gaulliste - Ce n'est pas la politique gaulliste qui a provoqué le changement. Elle n'a été que l'effort plus ou moins suivi pour contrôler ce changement et le faire servir à un certain développement capitaliste. Ce faisant, le gaullisme a largement contribué à faire de l'université un terrain essentiel du combat politique et social, à l'encontre de certaines forces conservatrices qui entendaient maintenir à leur profit l'illusion de la neutralité.

Trois faits suffisent à le montrer :

1 - la création des C.E.S. - (politique Capelle) posait en termes nouveaux la question du rapport entre primaire et secondaire. En poussant à la confrontation d'un enseignement plus prolétarien (celui des instituteurs dans les C.E.G. ou les F.E.P.) et d'un enseignement plus bourgeois (celui du 1er cycle des lycées), on favorisait une certaine intégration à la culture bourgeoise, mais on en a fait en même temps les fondements et les protections (sélection de l'élite). La politique d'orientation multipliait ainsi les contradictions, sans créer de nouvelles bases d'enseignement qui auraient supposé une école moyenne véritablement homogène, ce que la bourgeoisie ne pouvait accepter sans se remettre en cause.

2 - la spécialisation du 2ème cycle - (politique Laurent) visait à en faire une entreprise de production de techniciens et de cadres de différents niveaux, assurant la livraison de produits plus ou moins finis. En fait la séparation entre littéraires et scientifiques aboutit au renforcement des premières et la création de sections économiques augmenta encore la pression sur les facultés de droit. Faute de crédits et de soutiens économiques, les I.U.T. ne se développèrent qu'assez lentement. Les intentions technocratiques en matière d'emploi et de formation professionnelle se brisaient sur les contradictions propres au système capitaliste français : elles ne suffisaient pas à garantir le succès de la politique scolaire, tout en suscitant de violentes oppositions de la part des parents, des élèves et des enseignants. En outre, dans ce contexte, la culture "secondaire" partait en lambeaux

3 - le plan Fouchet sur le supérieur - (politique Aigrain) donnait la priorité à la recherche. En s'inspirant partiellement des travaux du Colloque de Caen, il instituait différents niveaux d'enseignement dans le cadre d'une plus grande spécialisation. La distinction entre la licence et la maîtrise cassait l'ancienne mécanique universitaire et créait en fait deux enseignements supérieurs, l'un destiné à des fonctions de services et d'encadrement, assez court et vite spécialisé, l'autre destiné à des fonctions de recherche (à statut variable), plus long et plus souple, assurant aussi de larges possibilités de reconversion. En réalité, le plan Fouchet ne sera appliqué que dans les facultés de sciences. En lettres, où l'enjeu économique est plus faible, la réforme Fouchet ne sera pas sérieusement mise en oeuvre.

.../...

Ainsi tendait à se constituer non pas deux niveaux, mais deux secteurs :

- l'un plus libre : celui des facultés de Lettres et de Droit envahi par un flot croissant d'étudiants. Avec une particularité : le secteur des Sciences Humaines lié de plus près à des activités économiques de pointe et à l'évolution sociale; il était normal que ce soit dans ce secteur, resté plus libre, que se développent les plus fortes contestations de la société capitaliste ;
- l'autre mieux contrôlé : celui des facultés de sciences, des Grandes Ecoles et des I.U.T. (ainsi que celui des facultés de médecine, mais à un bien moindre degré en raison des scléroses internes à ce secteur qui entend se contrôler lui-même).

°
° °

De 1962 à Mai 1968, c'est le pouvoir gaulliste qui eut constamment l'initiative dans l'Université. Pour des raisons politiques, c'est à dire pour conserver une certaine cohérence avec sa base sociale (et tout simplement électorale), il dut cependant modeler sa politique en fonction des points de résistance : celle des institutions, celle des agrégés, celle des professeurs de faculté, etc... Et ce furent bien entendu les élèves et les étudiants qui firent le frais de ces concessions, ainsi que certaines catégories d'enseignants : suppléants, auxiliaires, assistants

Les diverses "politiques" rappelées ci-dessus durent ainsi se fondre en une stratégie unique : la politique Pompidou qui consistait à s'assurer le contrôle de certains secteurs par des compensations dans d'autres secteurs (qu'il s'agisse de l'enseignement libre, du système de formation des enseignants ou du secondaire classique). Fouchet ne fut que l'élément de façade derrière lequel tentait de se résoudre la contradiction entre cette politique Pompidou et l'intention technocratique incarnée par Laurent et liée à un projet de transformation rationnelle de la société sur une base néo-capitaliste. Quand la contradiction devint trop grande, il fallut choisir et M. Peyrefitte fut chargé de la transition : la politique Laurent avait vécu avant d'avoir sérieusement commencé

°
° °

Les enseignants -

Le changement de l'Université aura une autre conséquence importante : le développement du Syndicat National de l'Enseignement Supérieur. Tenu en mains au départ par quelques professeurs, il va s'ouvrir largement aux assistants dont le nombre grandit sans cesse. Une catégorie mal traitée. Des individus plus jeunes, plus proches des étudiants, plus proches également de la recherche, et surtout des contradictions entre la recherche universitaire (la thèse, qui sert plus à nourrir l'université que la recherche) et une recherche réelle qui serait ouverte aux problèmes essentiels et bénéficierait des moyens les plus modernes. Le SNESup invente ainsi une nouvelle forme de syndicalisme qui met en cause le pouvoir traditionnel, la nature de l'Université, la société sur laquelle elle débouche, l'idéologie qu'elle transmet.

.../...

Dans le reste de l'enseignement, les syndicats se contentent de luttes défensives sans signification qui visent seulement à sauvegarder les intérêts acquis face à la politique du pouvoir. Le malaise des enseignants s'accroît d'année en année et c'est la tendance animée principalement par les militants communistes "Unité et Action" qui l'emporte dans le SNES en mai 67. Pour la première fois le Parti Communiste peut ainsi contrôler étroitement un secteur important de la Fédération de l'Education Nationale. On le verra un an plus tard.

°
° °

Le mouvement étudiant -

La situation étudiante s'est également modifiée. Précisons à ce sujet qu'il serait absurde de parler des étudiants comme d'une classe ; il n'y a pas à proprement parler de condition étudiante (alors qu'il existe une condition ouvrière). Mais l'impression a pu en être donnée par la création d'une situation homogène reposant sur des éléments formels, pour une masse importante d'étudiants. Il s'est constitué une sorte de "société" universitaire qui tendrait facilement à se reconnaître comme telle : 600.000 étudiants, un corps enseignant plus nombreux et moins situé, l'isolement géographique un mode de vie spécifique (cités, restaurants, bibliothèques, etc...), une relation culturelle particulière Tous ces éléments se surajoutent pour fournir l'image d'une homogénéité formelle : le gaullisme poussera d'ailleurs dans ce sens pour isoler les étudiants du reste de la nation et faire de l'université un lieu protégé où il pourra agir librement ; il en sera de même pour le parti communiste qui pense pouvoir utiliser la revendication étudiante liée aux intérêts matériels d'une telle masse afin de développer son influence (après la crise de l'U.E.C. en 1964-65).

Mais cette société est pétrie de contradictions, les unes formelles en ce sens qu'elles dépendent de la situation universitaire elle-même (ce sont surtout celles qu'ont analysées Bourdieu et Passeron dans "les Héritiers" : lettres-sciences, étudiants-professeurs, Paris-Province, etc. pour en révéler le caractère formel par rapport à la réalité de l'origine sociale), les autres réelles en ce sens qu'elles jouent sur le rapport entre l'université et la réalité sociale : il apparaît d'ailleurs que l'origine sociale y est finalement moins déterminante que les contraintes idéologiques et socio-économiques que la bourgeoisie et le système capitaliste font peser sur l'Université.

Dans ce contexte, toute prise de conscience sérieuse ne pouvait que se traduire par une plus grande politisation. Les étudiants les plus conscients entendaient atteindre la réalité en refusant leur propre société et en révélant les contradictions réelles non plus seulement entre l'Université et la société, mais à l'intérieur de l'Université elle-même. Ainsi se trouvaient-ils correspondre, mais un peu sans le savoir, à la politique gaulliste qui entendait introduire les contraintes sociales (qui correspondent à son projet social) dans l'Université elle-même. C'était donner au mouvement étudiant une double signification :

- sociale : il devenait une force déterminante dans la construction du socialisme ;
- politique : il devenait une des principales forces d'opposition au gaullisme.

.../...

Néanmoins cette signification restait abstraite : faute de structures d'ensemble, le débat était monopolisé par des fractions rivales qui développaient leur prise de conscience dans l'opposition de leurs idéologies et de leurs langages, sans aucun rapport avec la masse étudiante. L'Etat avait vite dénaturé les "conquêtes" étudiantes : co-gestion, oeuvres, sécurité sociale ... qui passaient désormais pour des instruments d'intégration. Le mouvement étudiant était cassé en deux :

- en bas : une pratique syndicale classique qui n'intéresse plus grand monde ;
- en haut : le débat permanent qui ne peut déboucher sur aucune "politique" universitaire, dans la mesure où celle-ci risquerait de ne jouer que sur les éléments formels de la société universitaire.

Mais faute de cette politique la structure étudiante perd elle-même toute justification : elle ne peut plus se définir que comme le lieu de sa remise en cause permanente. La "gauche syndicale" se perd vite dans ce cercle vicieux et sombre dans le délire. Ce sont les groupes politiques qui deviennent déterminants dans l'UNEF même : la crise de l'UEC va vite les multiplier, tandis que les ESU, en raison peut-être de leurs ambitions idéologiques plus limitées, sont appelés à jouer un rôle décisif dans la prise de responsabilités à l'intérieur de l'UNEF, notamment à sa direction.

Les ESU assurent ainsi, au milieu d'extrêmes difficultés, l'existence d'une organisation qui paraît moribonde et vit plus sur l'image de son passé que sur sa réalité présente. Cette tâche s'avérera essentielle lorsqu'éclatera, en Mai 68, le mouvement de masse des étudiants qui, en quelques jours, transformera radicalement les données de la situation.

Dans certains pays (Allemagne et Italie surtout), c'est sur une base "critique" que se constitue le mouvement de masse : les étudiants remettent en cause leur propre société et un certain nombre d'enseignants (très minoritaires, car les enseignants sont le plus souvent contestés en tant que groupe) s'associent à eux. C'est l'université critique. Le S.D.S. allemand va au-delà : l'Université est traitée comme un modèle social parmi d'autres ; il s'agit d'intervenir contre toutes les formes sociales qui expriment la société capitaliste ; c'est le développement de la révolte capable de créer des situations favorables à l'éclatement des conflits réels.

En France, c'est la lutte contre la guerre du Viet-Nam qui servira de point de cristallisation. Elle entraînera une lutte pour la liberté d'expression. Ainsi se trouve accusée la contradiction fondamentale de l'Université, à la fois libérale et bourgeoise. Car la bourgeoisie n'est pour la liberté que dans la mesure où celle-ci ne va pas contre la bourgeoisie.... Une contradiction en révèle vite une autre et c'est bientôt tant à la fois l'Université et la société qui se trouvent contestées. Le 22 Mars à Nanterre restera le signe historique du passage d'une situation habilement exploitée à un véritable "mouvement".

Les hésitations du gouvernement, et surtout la répression vont vite créer en Mai les conditions d'un mouvement de masse : dans la "commune" du quartier latin, les étudiants reconnaissent tant à la fois leur société et la possibilité de son dépassement dans une lutte politique. L'effort pour créer un rapport avec les travailleurs et avec les forces politiquement déterminantes correspondra à une nouvelle prise de conscience de la masse
.../...

des étudiants qui leur permet tout à la fois de s'affirmer et de se refuser. C'est dans la rue que s'invente ce que le syndicalisme étudiant ne pouvait plus inventer. En prenant la tête du mouvement, l'UNEF cesse de s'interroger sur elle-même et se donne une nouvelle réalité : et bien entendu elle est politique. C'est ce que traduira la nouvelle charte de Grenoble, en Juillet 68, qui définit l'UNEF comme un mouvement politique de masse, tant il est vrai qu'à ce moment il ne peut y avoir de mouvement de masse qui ne soit pas politique.

La revendication d'un "pouvoir étudiant" correspond alors parfaitement à la nature d'un mouvement qui conteste la société universitaire à travers les rapports de domination qui lui sont spécifiques : culture bourgeoise, autorité professorale. Il s'agit bien d'un mot d'ordre unificateur qui correspond à une des données fondamentale de la situation. Mais ce mouvement ne peut se développer que dans la mesure où il échappe en même temps à sa détermination, s'il pose le problème d'ensemble de la société capitaliste : il doit donc rejoindre le terrain de la lutte des classes et poser l'exigence du "pouvoir ouvrier" et du "pouvoir paysan".

Aucun de ces terrains n'a de signification en lui-même. C'est leur rapprochement qui correspond le plus exactement à la réalité du mouvement universitaire, en tenant compte de toutes ses déterminations.

Bien entendu, il ne s'agit pas là d'une formule de gouvernement, et surtout pas d'un "programme".. Ce nest pas d'avantage une base de négociation. C'est une exigence sociale qui appelle sa traduction politique. Comment dire dans ces conditions que ce n'était pas poser le problème du Pouvoir? C'était bien au contraire et très clairement le poser. Ce n'était pas pour autant le résoudre.

Le mouvement lycéen -

Ce n'est pas le mouvement étudiant qui a créé le mouvement lycéen. Celui-ci s'est créé sur ses propres bases et son analogie avec le premier se fonde seulement sur l'analogie des situations. Toutes les caractéristiques de la situation étudiante se retrouvent en effet dans les lycées, avec une différence importante : les lycées étaient restés napoléoniens et le libéralisme les avait oubliés. La revendication de la liberté d'expression va immédiatement créer des conflits majeurs et particulièrement durs. C'est à cette occasion que se développera une première prise de conscience, avec les avantages et les inconvénients d'une certaine naïveté. Il se produit une politisation extrêmement rapide dans une grande diversité, mais sans que l'on assiste aux affrontements idéologiques compliqués qui ont marqué le mouvement étudiant.

Les manifestations servent d'exemple et de révélateur : en peu de temps, un nombre important de lycéens se découvrent politiquement engagés. Au moment où le mouvement de masse ne trouve plus de nourriture sur lui-même, il se produit une restructuration politique et l'on voit apparaître sur le terrain même des lycées les diverses tendances étudiantes. Il reste que la situation du 2ème cycle du secondaire n'a pratiquement pas changé et que les conditions subsistent pour de nouvelles formes d'un mouvement spécifique : tel peut être le sens des C.A.L., à condition qu'ils ne se transforment pas en organisation de jeunesse d'un parti ou d'une fraction (comme c'est le cas de l'UNCAL étroitement liée au PCF). (voir par ailleurs le document du collectif lycéen).

.../...

/ OU EN SONT LES LUTTES UNIVERSITAIRES ? /

On pourrait - une fois de plus - écrire l'histoire des luttes universitaires liées au mouvement de Mai à travers des étapes rapprochées :

- | | |
|-------------------------|----------------------|
| 1 - mars-avril | : la la montée, |
| 2 - mai-juin | : l'élargissement, |
| 3 - juillet à Septembre | : l'affirmation, |
| 4 - octobre-novembre | : la parcellisation, |
| 5 - décembre-janvier | : la dispersion. |

- Durant les premières étapes un lien étroit s'établit entre :
- une minorité "révolutionnaire" qui agit dans une perspective de changement global;
 - une minorité "réformiste" qui agit en vue de changements sectoriels importants ou d'une transformation des conditions d'étude ;
 - une majorité consentante.

Même si elles s'exercent à des niveaux différents, la conscience d'une crise sociale et celle d'une crise universitaire se renforcent l'une l'autre, au point de provoquer une crise politique qui fait basculer la masse étudiante vers les minorités. Cette situation entraîne d'ailleurs une véritable prise de conscience révolutionnaire de la part de nombreux éléments réformistes, même si le soubassement idéologique reste un peu faible.

L'échec politique du mouvement va entraîner cependant un reflux progressif. La politique Edgar Faure contribuera d'ailleurs largement à dissocier les différents éléments engagés dans les luttes universitaires. En laissant se gonfler le mythe Marcellin et en faisant endosser au ministre de l'Intérieur la responsabilité de la répression, Edgar Faure réussit à conserver l'image du réformateur qui acquiert de haute lutte la transformation de l'Université. Il réussit même à donner l'impression d'avoir une politique. Il n'en a pas d'autre en fait que de fournir des schémas juridiques capables d'orienter la contestation sur un terrain purement universitaire (ou lycéen), en plaçant un certain nombre de freins qui permettent de contrôler la manoeuvre (le risque était grand en effet de voir les révolutionnaires développer une tactique qui assurerait leur liaison avec des éléments plus réformistes): quorum, mode d'élection, rôle des recteurs, pouvoirs limités, etc ...

Cette politique semble avoir partiellement réussi grâce à l'appui conscient ou inconscient de deux forces essentielles :

- le Parti Communiste qui a joué le jeu de la "réforme" pour occuper le terrain et se rapprocher des éléments réformistes engagés dans le mouvement de Mai (afin de les agréger à sa stratégie), mais aussi tout simplement des éléments modérés et corporatistes ;
- certains groupes révolutionnaires qui s'appuyaient sur des comités d'action ne disposant pas en fait d'une envergure suffisante pour engager des luttes proprement universitaires, ils craignaient de s'y enliser. Mais alors, qu'il s'agisse de constituer des "bases rouges" ou de sortir de l'Université pour aller vers les ouvriers, dans les deux cas, c'était accepter la coupure avec les éléments moins conscients dont la participation avait été pourtant essentielle dans le premier temps des luttes. .../...

Les rapports de force à l'intérieur de l'Université tournent donc autour de trois pôles :

- les forces de contestation qui sont en retrait sur des positions critiques ou activistes : les éléments révolutionnaires se sont fortement dissociés entre eux ; d'autres éléments essaient de se fonder sur une stratégie nouvelle pour permettre d'intégrer à nouveau des éléments réformistes dans une stratégie révolutionnaire ; d'autres encore se tournent vers la réforme ou la contestation d'un secteur très particulier (Médecine, Langues, etc...). Il n'existe plus de "mouvement" à proprement parler en tant que force politique rendue relativement homogène par son impact même.

- les "fauristes", c'est à dire "participationnistes" universitaires "éclairés", communistes, réformistes dans certains secteurs qui ont bénéficié de la réforme ou espèrent en bénéficier ;

- les "réactionnaires" de toutes catégories : conservateurs politiques ou universitaires, éléments technocratiques déçus par la politique Faure (Zamansky), enseignants installés, etc Tous ceux que prétendent exprimer les CDR.

Dans cette situation, la masse étudiante qui avait consenti au mouvement de Mai commence à refluer : une partie tend davantage à "consentir" à la politique Edgar Faure, comme le montre la participation aux élections qui reste limitée alors-même que les pressions ont été très fortes, mais qui est loin d'être négligeable. Ce consentement ne peut aller très loin, car la renaissance d'institutions universitaires ne suffit pas à définir une politique. Bien au contraire ces institutions ne survivent que si elles s'appuient sur une politique relativement claire et cohérente. L'exemple des Conseils d'Administration de lycée le montre bien : si leur fonctionnement ne se rapporte pas à une orientation, à une perspective, on se retrouve dans une situation où seuls comptent les rapports de force. Se recréent alors très vite les conditions d'un rapprochement entre les réformistes déçus et les révolutionnaires convaincus. Que des victoires soient alors obtenues sur cette base et l'on voit les "institutions" apparaître pour ce qu'elles sont : des cadavres. Ou alors les C.A. deviennent eux-mêmes des lieux d'affrontement et de décision où s'exprime la volonté des lycéens et des enseignants progressistes (cf. le lycée technique de Reims) : si l'institution obtient la victoire, c'est alors au prix de la défaite de l'administration.

Il en sera de même dans l'enseignement supérieur. A moins qu'il n'y ait une politique ministérielle nettement déterminée, mais on voit mal comment cette politique pourrait différer du plan Fouchet et produire d'autres effets sur la conscience étudiante que ceux de Mai 68. Sans doute va-t-on essayer de donner plus de souplesse encore à ce que fut la politique Pompidou : on attendra, on assurera le retour à la "normale", c'est à dire à une certaine tradition libérale qui permettra de trouver une issue pour certains secteurs, de diviser le mouvement et de parcelliser les luttes. Mais il ne sera pas possible d'attendre sans fin. Il faudra bien choisir, à moins que l'on n'accepte de laisser l'Université pourrir sur pied, en ne s'occupant que de développer les Grandes Ecoles et certains secteurs scientifiques utiles que l'on s'efforcera d'isoler et d'encadrer avec l'aide du patronat.

Dans tous les cas, une chose est certaine : il dépend grandement de la nature et du degré des luttes universitaires que l'heure des choix s'éloigne ou se rapproche.

.../...

/UNIVERSITE et CAPITALISME /

On a longtemps cru que l'Université était par essence le lieu d'élaboration de l'intelligence et de la culture et qu'elle échappait du fait même à la pression du capitalisme, facilement confondu avec les forces obscurantistes.

Quelle que soit l'analyse que l'on porte sur le passé, il n'est plus possible de penser que l'Université nouvelle qui s'est construite durant les années 60 échappe aux déterminations qui pèsent globalement sur notre société. Ainsi peut-on dire en ce sens qu'elle est objectivement soumise aux intérêts du capitalisme.

I - en raison même de la masse intéressée : 12 millions d'enfants en cours de scolarité, plus de 600.000 étudiants, un corps enseignant considérable (plus de 500.000 personnes), le premier budget civil de l'Etat Il n'est pas possible que les sommes retirées ainsi à l'investissement industriel ne créent pas une lourde préoccupation pour le patronat comme pour l'Etat : aussi bien en période d'expansion (qui implique une capacité de réinvestissement rapide) qu'en période de récession ou de stabilisation (où les dépenses publiques incompressibles font peser des inquiétudes sur la monnaie). C'est pourquoi les éléments les plus dynamiques du patronat français se sont intéressés de plus en plus près au développement de l'enseignement : il doit être "rentabilisé".

2 - à cause des nécessités d'une sélection professionnelle : l'arbitraire patronale en matière d'emploi connaît aujourd'hui plusieurs limites:

- il est difficile à supporter dans un système qui se veut "républicain" et prend comme devise "liberté, égalité, fraternité" ...
- la division du travail s'est compliquée : vu la multiplicité des fonctions, il est nécessaire de préciser les compétences et les spécialités ;
- la capacité de travail n'est pas seulement fonction de l'adaptation à une tâche mais de la capacité de changement et d'adaptation : une certaine formation générale est nécessaire. La promotion est plus rentable que le jeu du licenciement et de l'embauche à partir du moment où elle est commandée par l'entreprise elle-même.

Ces différents facteurs entraînent la nécessité d'un certain développement de l'enseignement qui suppose un équilibre entre des objectifs contradictoires ;

- une spécialisation liée à une offre de débouchés précis,
- une formation générale propre à faciliter les adaptations et les mutations.

Il s'agit d'un équilibre instable. Le plan Fouchet a valorisé le premier aspect à l'excès. L'attitude d'Edgar Faure valorisa le second, mais risque de créer des conflits aussi graves.

.../...

3 - en raison du lien entre la recherche et le progrès économique -
La science est devenue une source de production. Le contrôle de la recherche scientifique est donc devenu un enjeu politique essentiel. Ce contrôle concerne :

- la formation des chercheurs : c'est un des rôles essentiels de l'enseignement supérieur. Selon que l'on comprend la recherche comme une institution, une situation ou une fonction, c'est une politique différente que l'on est amené à définir sur le rôle et la structure de l'enseignement supérieur ;
- les lieux de la recherche : ils sont liés à la rentabilité de la recherche. Dans ce secteur comme dans les autres, le capitalisme a intérêt à diviser la recherche en fonction de sa rentabilité immédiate. On confiera facilement à l'Université la recherche fondamentale pour laisser à des organismes publics (contrôlés cependant par le patronat qui en reçoit les bénéfices) la recherche pratique, et confier directement à l'industrie les éléments essentiels de la recherche de développement. C'est la collectivité nationale, à travers l'Université qui sert ainsi de caisse de compensation tandis que les grandes firmes peuvent utiliser les recherches en fonction du profit prochain qu'elles comptent en retirer ;
- le financement de la recherche : comme on ne sait jamais à l'avance quelles recherches vont être vraiment rentables, il convient de les suivre à tous les niveaux. Il faut donc que le patronat soit suffisamment proche de l'Université : il le sera par les hommes (grâce à des échanges, des contrats) mais surtout par le financement de certaines opérations. La loi Faure en donne la possibilité et même la mesure (un cinquième au moins de la masse budgétaire affectée à une unité d'enseignement et de recherche) ;
- la nature des recherches : elle est fonction de la situation internationale (politique à l'égard des Etats-Unis et de l'Europe) comme de la situation économique : degré de concurrence dans un secteur donné, capacité d'usage des résultats de la recherche, etc ... On retrouve ici la lutte entre les différentes forces capitalistes aussi bien que les problèmes que l'Etat peut être amené à se poser, soit en tant qu'arbitre, soit comme partie prenante, dans le cas où il veut devenir directement un agent du progrès social et "national" (conception Debré).

4 - en raison de la nécessaire augmentation du niveau d'aspirations : la valeur du capital ne se maintient qu'en fonction de sa rentabilité. Il est donc nécessaire que la société développe la capacité de profit et ne donne pas l'image d'une société close où les besoins risqueraient de se trouver un jour totalement satisfaits. Il faut donc créer des besoins, c'est à dire des exigences internes à la conscience elle-même : tel est le problème d'une société de consommation où le capitalisme semble être le moyen d'un progrès matériel jusqu'au moment où ce progrès entre en contradiction avec les exigences de la conscience au point de devenir insupportable à une partie importante de la population (aux jeunes en particulier dont la conscience est moins endormie). L' "éducation de la conscience" devient donc rapidement une nécessité propre au capitalisme à partir d'un certain stade de développement. Il dispose à cet effet de nombreux moyens liés aux communications de masse (publicité, formes de loisirs, modes, etc...), mais il est certain que l'enseignement représente un terrain de choix, soit qu'il

.../...

devienne positif (en inculquant des schémas propices à certaines formes de consommation), soit plutôt qu'il devienne "neutre", c'est à dire qu'il permette aux incitations extérieures de jouer sur la conscience adulte, au sortir de l'école, afin d'en exploiter les tendances et les aspirations. II se crée ainsi un langage commun entre le capitalisme moderne et les produits de l'école, avec un effort d'adaptation réciproque.

On gagne ainsi sur les deux tableaux : à travers de nouveaux besoins, on élargit sa conception du bonheur et en montrant qu'on peut les satisfaire (grâce à un accroissement de la consommation), on démontre qu'on peut être heureux (grâce au système capitaliste). Dans ce système le développement de l'école est une pièce essentielle et à ce niveau on rejoint le problème de l'université et de la culture.

5 - par le contre-coup de la transformation des secteurs traditionnels sur lesquels débouche l'université. Trois exemples :

- la santé : la recherche médicale, l'industrie pharmaceutique, l'équipement sanitaire, le système de sécurité sociale constituent autant d'éléments d'une politique qui retentit sur la nature de l'université. Elle met en cause le contenu des études, le type de spécialisation, la nature des débouchés, le rapport entre une formation initiale et une formation permanente, etc Il n'est plus possible de séparer les choix qui intéressent la politique de santé et ceux qui concernent l'université. Les tenants de la médecine libérale ne s'y sont d'ailleurs pas trompés ni en mai-juin, ni en octobre (examens) ni en novembre (sectorisation) ni en janvier-février (élections). En utilisant l'autonomie à leur profit, ils ont voulu tenir le secteur médical à l'écart de la contestation globale.

- la justice : l'appareil de la justice épouse toutes les formes des conflits qui naissent dans notre société. La justice est de moins en moins le règne de la loi pour devenir une forme d'intervention dans le régime de vie de notre société : l'information judiciaire devient donc déterminante, ainsi que toutes les formes de contrôle, de prévention, de surveillance, etc ... L'esprit de corps est profondément néfaste à cette transformation de la justice. L'intervention est alors conditionnée par les intérêts et l'idéologie de la caste qui participe de cet esprit. Au fur et à mesure qu'elle se diversifie, c'est la répression qui risque ainsi de s'étendre en se couvrant du masque de la loi. Conserver l'illusion qu'il existe encore des "professions libérales" dans notre société et fonder en grande partie un enseignement universitaire sur cette illusion, c'est en fait contribuer à l'emprise du système capitaliste sur les consciences.

- l'enseignement : la fonction est longtemps apparue aussi comme une fonction "libérale" ; cette idée demeure vive dans l'enseignement supérieur et plus généralement parmi les agrégés. Avec l'apparition d'un enseignement de masse, la fonction enseignante s'est en réalité transformée. Elle est désormais intégrée au système général de l'emploi et en subit les contraintes : perdant certaines de ses protections ou de ses privilèges, elle rejoint le statut commun à ceux dont la vie professionnelle s'exerce non pas dans la liberté, mais dans la dépendance. La fonction publique devient un carcan et la condition du contrôle de l'Etat ; à partir du moment où ce ne sont plus les enseignants qui contrôlent l'Etat (comme à certains moments dans la IIIème République...), ils deviennent les agents conscients ou inconscients d'une politique qui vise à, assurer le meilleur développement au système capitaliste : cf. les problèmes de l'orientation, des examens, etc...
.../...

Il ne s'agit là que de quelques indications. La réflexion devrait être poussée plus avant : elle permettrait de montrer avec plus de pertinence comment le fonctionnement de l'université se trouve désormais étroitement lié au fonctionnement même du système capitaliste. Ainsi comprendrait-on l'importance des luttes capables de créer des ruptures significatives, et de provoquer des crises essentielles dans l'université en même temps que d'en préparer la transformation par la mise en évidence de nouveaux modes de fonctionnement.

L'université ne se confond pas avec l'entreprise mais elle est devenue comme elle un des terrains essentiels de l'affrontement avec les forces capitalistes.

°

° °

/ NATURE et SIGNIFICATION DES /
/ LUTTES UNIVERSITAIRES /

Remarques préalables -

Il existe un faux débat sur les luttes universitaires : est-il possible de bâtir une université socialiste dans un pays qui ne le serait pas ? On a vite fait de conclure en effet à l'impossibilité. On est renvoyé alors à d'autres débats où se heurtent diverses conceptions qu'on peut rapidement résumer dans ces termes :

I - il faut bâtir une "université" parfaitement neutre pour la protéger du capitalisme ; il faut l'ouvrir au peuple pour diminuer l'influence de la bourgeoisie. Ainsi fournira-t-on un instrument en état de marche au futur gouvernement socialiste ; celui-ci pourra lui donner la structure, le contenu, les méthodes d'une université socialiste.

Cette conception, soutenue par de nombreux militants communistes notamment, suppose que le capitalisme ne soit pas déjà installé dans l'université et que l'idéologie bourgeoise ne pèse pas sur la société tout entière, y compris dans ses éléments populaires. On a vu que cette supposition ne pouvait tenir. La défense "corporatiste" de l'Université aboutit alors à en renforcer les caractères actuels et à en faire un instrument mieux adapté aux mains de la classe dominante.

2 - il faut détruire l'université bourgeoise qui est une pièce essentielle du système capitaliste. Cette destruction est la tâche des universitaires socialistes, comme la destruction du système de production capitaliste est la tâche de la classe ouvrière.

C'est là un résumé très sommaire de la thèse anarchiste qui exclut toute forme de lutte "revendicative" et implique un activisme constant avec l'espoir d'une liaison avec les luttes ouvrières.

3 - il faut considérer l'université comme un lieu de rassemblement propice à la propagande ; il faut convaincre les enseignants de tous degrés, les lycéens, les étudiants de la valeur du socialisme et leur faire rejoindre le combat de la seule classe capable d'imposer la révolution : la classe ouvrière. Les luttes universitaires n'ont donc de sens que si elles permettent une mobilisation ; ainsi se constituera une force capable d'apporter son soutien aux luttes ouvrières.

Cette conception est celle de l'A.J.S. ou de groupes analogues. Elle valorise le problème de la répression, qui est susceptible de provoquer la plus large mobilisation, mais elle exclut tout objectif universitaire qui pourrait donner un sens au combat : on risquerait de perdre de vue l'objectif ouvrier. On voit alors l'attitude de ces militants osciller entre des positions très concrètes et immédiates (qui dépendent finalement de l'action du gouvernement et des autres forces) et des positions totalement abstraites fondées sur une mythologie de la classe ouvrière et de la grève générale qui ne correspond plus aux conditions réelles de la lutte sociale ; finalement c'est une sensibilité qui est mise en oeuvre sous le couvert d'une idéologie et l'on oriente
.../...

les jeunes en particulier vers un romantisme révolutionnaire qui risque de faire oublier l'exigence d'une perspective politique, en termes de pouvoir.

4 - il faut créer une force révolutionnaire, c'est à dire un parti de masse. On mènera donc, à l'université, les luttes qui permettent d'agréger le plus grand nombre d'individus possible à l'organisation politique.

Cette perspective anime très clairement les comités "Renouveau de l'UNEF" lancés par les militants communistes à l'occasion des élections universitaires. Tous les objectifs et tous les motifs sont bons pourvu qu'ils permettent de redonner une base à l'organisation secouée par tant de crises : l'Union des Etudiants Communistes.

Elle n'est pas étrangère non plus à la pratique d'un certain nombre de "Comités d'Action", surtout lorsqu'ils sont animés par d'anciens membres du P.C. qui cherchent à renforcer une organisation révolutionnaire face au P.C.F., mais empruntant facilement certaines méthodes, certains modes de pensée à ceux qu'ils contestent.

De telles conceptions, grossièrement présentées, peuvent donner l'impression d'une grande confusion. Il faut reconnaître cependant que depuis quelque temps et pas seulement depuis Mai-Juin, le débat s'est considérablement élargi. Aujourd'hui il atteint la masse étudiante et commence à pénétrer dans le milieu lycéen. Il interfère avec le débat classique des tendances historiques dans le syndicalisme enseignant et vient moins le renouveler que le briser. De nouveaux reclassements s'opèrent, tandis que les directions syndicales sont obligées de se mettre en cause elles-mêmes ou de renforcer leur pression bureaucratique sur la base.

Par sa pratique et sa réflexion, le P.S.U. tend à inscrire de plus en plus efficacement dans le débat une autre conception des luttes universitaires ; elle correspond à une stratégie d'ensemble pour imposer l'alternative socialiste et elle est susceptible de guider l'action non seulement des militants du PSU mais de nombreux éléments qui s'inscrivent effectivement dans le courant socialiste. Sans doute cette conception doit-elle être précisée tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du parti.

Mais cette précision dépend de l'orientation générale du parti, donc de la nature des thèses qui seront adoptées au 6° congrès. Pour appliquer cette orientation au secteur universitaire, nous devons aussi utiliser l'expérience acquise depuis le V° congrès et surtout depuis mai-juin. Il est possible en effet d'en tirer des leçons et des perspectives. On se contentera de quelques remarques schématiques à ce propos :

I - Un changement de perspectives pour le parti -

- Avant le 5° congrès, le parti cherchait à proposer à l'opinion un programme général sur l'enseignement : il s'agissait de montrer la réforme que se proposait d'entreprendre un gouvernement socialiste tel que nous l'entendons.

.../...

- Après le 5° congrès, le parti a voulu préciser ses positions autour de quelques secteurs caractéristiques. Les assises Nationales sur l'Enseignement qui devaient se tenir au mois de mai 68 devaient être centrées sur certains thèmes capables de guider non seulement la recherche, mais aussi l'action. Il fallait que les militants socialistes à l'université, enseignants ou étudiants, aient une pratique et une orientation qui correspondent effectivement à leur choix socialiste. On a retrouvé ces thèmes au programme des commissions des Assises des 10 et 11 Novembre : école et emploi - enseignement supérieur et recherche - liberté et laïcité - pour une pédagogie démocratique - pour une culture socialiste

- Après le mouvement de mai-juin, une brusque accélération a conduit le parti à tirer les leçons de la signification des luttes universitaires dont il avait vite perçu toute l'importance (cf. la résolution du Comité Politique National des 11 et 12 mai).

I - L'action des étudiants s'amplifie : les E.S.U. prennent des responsabilités de plus en plus importantes dans la direction de l'UNEF ; les ESU développent leur rôle de formation et d'expression idéologique (cf. la parution de "Luttes Socialistes") ; devenue, en raison de la situation universitaire et du contexte politique le mouvement politique de masse des étudiants, l'UNEF est appelée à jouer un grand rôle dans la mobilisation des étudiants contre la politique du gouvernement. Elle s'efforce d'assurer la jonction avec l'ensemble, des travailleurs : universités populaires, contacts avec la GFDT, la CGT, la FEN Avec les comités d'action, elle lutte contre la répression policière. Mais l'action de l'UNEF rencontre de nombreux obstacles : la fragilité de ses structures, la politique de "participation" que les étudiants communistes s'empressent de soutenir, l'activisme basiste des comités d'action où se réfugient les militants des organisations dissoutes, l'ignorance des centrales ouvrières aux prises avec leurs propres difficultés (la CGT apportant de plus en plus nettement son soutien aux comités de "Renouveau de l'UNEF" destinés à se substituer à l'organisation de masse) ... Les E.S.U. s'efforcent d'aider l'UNEF à vaincre ces obstacles, mais le Congrès de Marseille montre bien les difficultés de leur action. Il permettra cependant de renforcer la direction et de mettre les étudiants les plus conscients devant les choix essentiels : faire de l'UNEF une organisation de masse capable de donner un sens aux luttes des étudiants ou l'abandonner à un corporatisme désuet qui couvrirait diverses opérations politiques.

2 - L'action des lycéens du P.S.U. commence à s'organiser : un premier tract est tiré en Novembre, un collectif lycéen est mis en place, des groupes se multiplient. Une de leurs préoccupations essentielles concerne bien entendu les Comités d'Action Lycéens : quel est le sens de leur action ? sur quelles bases peuvent-ils s'organiser ?

3 - Dès le départ, l'action des étudiants et des lycéens entraîne des conséquences importantes sur celle des enseignants. La position des enseignants sur le mouvement étudiant et lycéen entraîne des clivages tout nouveaux et très significatifs : au-delà d'une simple acceptation démagogique de nombreux enseignants prennent conscience de leur situation réelle et de ce qu'elle implique dans leurs propres luttes.

.../...

Le monde enseignant a éclaté avec l'université. On le voit bien dans les différents secteurs : instituteurs, professeurs du secondaire, professeurs et assistants du supérieur. Les thèmes concrets des mois précédents deviennent vite abstraits par rapport aux luttes qui doivent être menées désormais pour la remise en cause : de la fonction enseignante (dans sa situation sociale comme dans le rapport enseignants-enseignés) ;

de la culture diffusée effectivement par l'école (et donc par les enseignants eux-mêmes) ;

du rapport entre l'université et le monde du travail, c'est à dire le monde de la lutte des classes.

De ce fait c'est toute une conception du syndicalisme enseignant qui se trouve mise en cause : ou bien il se confirme dans le sens d'une "Compagnie d'assurances tous risques" qu'il tendait à devenir, ou bien il devient la base d'un véritable "mouvement enseignant" capable de conduire les luttes essentielles des enseignants pour la construction du socialisme (ou, si l'on préfère, la disparition du capitalisme). Pour les uns c'est un retour aux origines et il faut redonner son sens au syndicalisme enseignant ; pour les autres, qui n'ont jamais connu ces origines, c'est une rénovation complète qu'il faut provoquer : les militants politiques ont une responsabilité déterminante dans cette tâche qui intéresse aussi tous ceux qui sont amenés à se remettre en cause pédagogiquement, culturellement, politiquement. Mais en face d'eux, ils rencontrent des appareils solidement tenus en main, en raison d'un projet politique précis : soit celui, de la social-démocratie encore bien implantée parmi les instituteurs, soit celui du parti communiste qui entend contrôler étroitement le syndicalisme du second degré et en faire le pivot de sa position universitaire. Dans les deux cas le contrôle se traduit inévitablement par un corporatisme étroit qui vise à garantir une large base tout en laissant l'initiative aux directions bureaucratiques. C'est pourquoi la lutte des enseignants progressistes concerne à la fois la démocratie des organisations représentatives et le sens de leur action.

Un nouveau syndicalisme enseignant a déjà fait son apparition : on en trouve des signes dans les syndicats de l'enseignement supérieur ou de la recherche scientifique. Sa signification reste imprécise cependant : des choix devront être faits et il importe que les militants du PSU en facilitent l'élaboration.

Ainsi se dégage pour les enseignants du parti de nouvelles responsabilités :

- les militants ne peuvent plus être de simples porte-paroles des positions générales du parti sur l'enseignement ;
- ils doivent s'engager activement dans les luttes universitaires elles-mêmes, dans une double perspective :
 - . redonner aux organisations enseignantes leur valeur démocratique ;
 - . proposer les orientations capables de guider le choix des luttes et leur rapport avec les luttes d'ensemble des travailleurs ;
 - . ils doivent aider un véritable courant socialiste à se dégager dans cette perspective, en évitant toute pratique qui conduirait à subordonner ce courant à des intérêts immédiats de groupe ou de parti et plus généralement à ne faire de l'organisation syndicale que la courroie de transmission de directives élaborées ailleurs : c'est dans l'organisation elle-même que doit avoir lieu le débat et l'élaboration.

.../...

L'action du parti ne saurait totalement se confondre avec cette action militante. Il lui est nécessaire de maintenir la balance égale entre la perspective de l'engagement dans l'action de masse et celle qui intéresse la responsabilité politique proprement dite dont chaque militant est également investi en tant que membre du parti : donner à la lutte socialiste un projet cohérent qui ne se confond pas seulement avec la fourniture d'un modèle de société ou d'université socialiste, mais vise à éclairer la portée des contestations comme des propositions qui peuvent être faites. Il ne s'agit pas là d'action parlementaire, car le régime gaulliste lui a enlevé toute portée politique ; il s'agit d'une manifestation devant l'opinion des enjeux de la lutte qui se mène à l'université. Pour cela cette lutte doit être compréhensible, elle doit être explicable et constamment expliquée. L'avenir des enfants, le type de vie que l'on mène, la nature de l'emploi, toutes ces questions et bien d'autres se posent à tous les travailleurs ; le parti a la responsabilité de les associer aux luttes universitaires en rendant celles-ci plus claires et plus efficaces, en trouvant le langage de la réalité sociale et pas seulement universitaire.

2 - Les bases d'une politique universitaire du parti -

Cette politique concerne tout l'enseignement. La situation politique et l'enjeu économique que représente la recherche ont fait de l'enseignement supérieur le lieu essentiel du combat. Il reste que la stratégie du parti doit être cohérente pour l'ensemble du secteur de l'enseignement, quitte à trouver des tactiques différenciées.

Il y a deux ans, il s'agissait de combattre le plan Fouchet en même temps que l'université bourgeoise traditionnelle. En mai-juin, le plan Fouchet a cessé de vivre, tant pour le secondaire que pour le supérieur.

Face à la politique Edgar Faure, le parti a voulu juger sur pièces. Il a constaté :

I) - qu'il y avait une réforme du supérieur avec la loi d'orientation -

Cette réforme créait une situation nouvelle qu'il était possible d'exploiter dans un rapport de forces favorable, c'est à dire dans un contexte politique favorable aux forces du mouvement non seulement à l'université mais aussi dans le système de production (entreprise) et la structure politique (région). Le poids de l'U.D.R. dès septembre et la crise monétaire en novembre se sont renforcés pour enlever toute perspective de ce genre. La "participation" à l'université devenait une opération politique après l'autonomie qui fut une mesure positive, il n'y avait pas de restructuration et l'administration conservait tout le contrôle ; les enjeux étaient faussés et les choix sur l'université étaient reportés à un avenir incertain dans des structures vouées à l'impuissance ou à la division sinon à la répression. De ce fait le parti se devait de porter un jugement politique sur la loi : il la condamna à cause de ce qu'elle contenait (la division des forces du mouvement, l'ouverture au patronat, le maintien du pouvoir professoral, etc...) et de ce qu'elle ne contenait pas (la base d'une politique universitaire qui permette la confrontation effective avec les forces et les objectifs du mouvement de mai). De ce fait il n'était pas possible de laisser croire à la valeur déterminante des structures qui allaient se mettre en place : à la différence du parti communiste, le PSU n'a pas appelé à aller voter aux élections universitaires. Il a laissé les militants tirer les conséquences de sa condamnation de la loi. .../...

Considérant les élections comme un problème secondaire, le parti a appelé les enseignants et les étudiants progressistes à établir les structures communes qui leur permettaient de poursuivre leur lutte sur des objectifs correspondant à la situation réelle de l'université (cf. motion du CPN des II et 12 janvier).

2)- qu'il n'y avait pas de réforme du secondaire, mais un décret instituant de nouveaux conseils d'administration et diverses circulaires pédagogiques. C'est la situation qu'il convenait donc de juger. Il apparaissait que dans certains cas les C.A. pouvaient permettre de manifester plus clairement les affrontements et de révéler les rapports de force ; ils pouvaient permettre aussi d'obtenir des avantages au mouvement lycéen et à la conquête des libertés nécessaires aux enseignants ; ils pouvaient assurer la conjonction entre les lycéens, les parents et les enseignants décidés à un profond changement. Dans d'autres cas, ils n'étaient que des machines entre les mains de l'administration, tout juste capables d'aiguiller les élèves et les enseignants sur des positions sans importance, en leur faisant perdre de vue les problèmes essentiels. La présence dans les C.A. devait donc varier selon la situation. Il ne s'agissait pas d'un problème institutionnel, mais d'une appréciation de conjoncture. Il va de soi par ailleurs que toutes les possibilités de déblocage pédagogique devaient être utilisées pour mettre en évidence les conflits fondamentaux : problèmes d'orientation, relation maître-élèves, type de culture, libertés politiques, etc...

3)- qu'il n'y avait aucune réforme du primaire si ce n'est quelques circulaires vite oubliées et l'ouverture d'un débat sur la formation des maîtres dans une commission ministérielle.

Nous avons seulement à dénoncer la conjonction de toutes les forces conservatrices, qu'elles soient social-démocrates, communistes ou gaullistes, pour entretenir ainsi la conspiration du silence autour de l'enseignement sur lequel repose tout l'édifice scolaire.

°
° °

Pour les temps à venir, il sera nécessaire de franchir de nouvelles étapes, de porter de nouveaux jugements. Il nous faut définir une politique positive et offensive au moment où les difficultés vont se multiplier dans tous les secteurs de l'enseignement.

Les luttes universitaires doivent apparaître pour ce qu'elles sont devenues : des luttes sociales, à leur niveau dans leur secteur, qui affrontent directement le système socio-politique de notre pays aussi bien que le système économique.

Ce n'est pas ailleurs que dans l'université que les étudiants et les enseignants trouvent aujourd'hui à s'opposer au gaullisme, à la bourgeoisie, au capitalisme. C'est leur responsabilité spécifique de mener cette lutte sur le terrain de l'université, ce qui suppose aussi bien entendu leur insertion dans les luttes d'ensemble qui doivent être menées contre l'adversaire commun qu'il soit national ou international (sous la forme de l'impérialisme américain).

.../...

La première condition des luttes universitaires ainsi comprises c'est qu'elles soient universitaires... Elles doivent porter sur les points de rupture essentiels, sur les lieux de contradiction que l'on a pu voir énoncés plus haut (université et capitalisme - université et culture). Elles se définiront ainsi sur des enjeux compréhensibles : le contrôle étudiant, la mise en cause des unités d'enseignement et de recherche, la critique du processus d'enseignement et des formes du savoir, la mise en cause des procédures de détermination des diplômes (examen - concours), le rapport pédagogique, l'ouverture des établissements, la liberté d'expression, etc ...

La seconde condition c'est qu'elles puissent être mises en rapport avec des forces sociales extra-universitaires pour ne pas s'enfermer dans le cadre de l'université bourgeoise et se laisser conditionner par elle. Deux procédures peuvent être envisagées :

- I - la liaison étudiants-enseignants-travailleurs à tous les niveaux : qu'il s'agisse de campagnes communes, de manifestations communes contre la répression sur l'emploi, la recherche, la formation professionnelle, le type de culture, la formation permanente, etc... C'est dans ce sens aussi que doivent être poursuivies les universités populaires.
- 2 - la conjonction de forces sociales rapprochées, dans des secteurs significatifs. Par exemple le rapport entre des étudiants en formation pédagogique, des lycéens, des professeurs (pour poser dans les faits le problème de la formation des maîtres). Par exemple le rapport entre des étudiants en médecine, des chercheurs, des enseignants du secteur de la santé et les éléments qui constituent le soubassement du système de sécurité sociale (médecine du travail, Assistance Publique, etc..). Par exemple le rapport des élèves des Grandes Ecoles avec les cadres et ingénieurs de la production.

La troisième condition enfin, c'est que les luttes universitaires puissent permettre une prise de conscience de l'enjeu final chez tous ceux qu'elles concernent : celui d'une société socialiste capable d'être vécue, digne d'être voulue. Elles doivent être cohérentes avec le projet fondamental qui anime les thèses du parti et qui est proposé à tous ceux qui refusent la société actuelle. Elle suppose donc

- une explication politique, et c'est une tâche essentielle aussi bien des étudiants, des lycéens que des enseignants du parti. Elle entraîne la nécessité d'une sérieuse formation idéologique et politique des militants ;
- une large perspective, c'est à dire une perspective internationale : c'est dans le dépassement du cadre national que la dimension anti-capitaliste des luttes apparaîtra en effet plus clairement, en se rapportant aux luttes qui sont menées dans le monde pour la construction du socialisme et l'élimination de tous les impérialismes.

Sans doute conviendra-t-il pour mener ces luttes que le parti facilite la réflexion et l'action des militants ; il devra prendre lui-même en pleine responsabilité une position claire sur les trois problèmes fondamentaux qui ont été évoqués plus haut :

- le sens de la fonction enseignante ;
- la nature de la culture diffusée par l'université ;
- l'ouverture sur le monde du travail.

.../...

On peut sans doute trouver là trois directions pour les campagnes que devra mener le parti, dans les temps à venir.

Elles impliquent un rapport étroit non seulement entre les étudiants et les enseignants, mais aussi entre eux et l'ensemble du parti.
